

Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 07/06/2018 au 13/06/2018

Mexique

2016 – PIB : 1046 Mds USD | Pop : 127 M hbts

Relations Mexique/Etats-Unis

Après les tensions entre les Etats-Unis et le Canada lors du 44^{ème} sommet du G7, les perspectives quant aux renégociations de l'ALENA sont de plus en plus incertaines. Alors que Donald Trump avait déclaré en conférence de presse que l'ALENA 2.0 disposerait d'une clause de dissolution automatique tous les 5 ans, le président canadien, Justin Trudeau, s'est publiquement opposé à ces déclarations. Ce dernier a également exprimé, conjointement à d'autres chefs d'Etat européens, son désaccord avec la taxe sur l'acier et l'aluminium et assuré que la Canada mettrait en place des mesures de représailles.

Le Mexique, le Canada et les Etats-Unis ont été désignés pour organiser la coupe du monde du football en 2026. La candidature commune de ces trois pays a remporté 134 votes sur 203, au détriment du Maroc. Le trio Etats-Unis – Canada – Mexique affirme que cette coupe du monde rapportera 14 Mds USD de recettes.

La Réserve Fédérale des Etats-Unis (FED) a augmenté, ce mercredi 13 juin, son taux directeur de 25 pdb, qui passe de 1,75% à 2,0%. Cela a des conséquences sur l'économie mexicaine qui a vu sa devise atteindre son niveau le plus bas en 16 mois après l'annonce de cette décision : 20,82 pesos pour 1 USD. Selon les analystes, cela pourrait pousser la Banque Centrale mexicaine à élever à son tour son taux directeur de 7,50% à 8,0%. Selon Bloomberg la probabilité que la Banque du Mexique augmente son taux le 21 juin est de 99,5 %.

Economie

Lors du 3^{ème} débat organisé à moins de 3 semaines de l'élection présidentielle, les quatre candidats à la Présidence de la République se sont tous accordés sur un point : ne pas augmenter les impôts ; financer les dépenses nouvelles par une optimisation des dépenses publiques. Le directeur du centre d'investigation économique et budgétaire (CIEP), Héctor Villarreal, déclare cette position irresponsable d'un point de vue fiscal. Juan Pablo Castañón, président du conseil coordinateur des entreprises (CCE), l'a quant à lui qualifié de « bonne intention », précisant néanmoins que le secteur privé était attentif à la définition de politiques publiques soutenables.

L'inflation poursuit encore une fois sa tendance à la baisse : 4,51% en mai, soit son niveau le plus bas depuis décembre 2016 (Inegi). Ce résultat est principalement dû à la diminution de la consommation d'électricité en raison de la hausse des températures entraînant une baisse des tarifs (-22% g.m.), mais également à la baisse des prix des citrons (-41% g.m.), des melons (-19% g.m.), des tomates (-12% g.m.) et des œufs (-8% g.m.). Cependant, la hausse des prix des carburants, des biens non alimentaires et du transport aérien durant la 2^{ème} quinzaine du mois ont limité ce ralentissement de l'inflation.

Près 490 000 emplois formels ont été créés durant les 5 premiers mois de l'année, soit 13,5% de plus que lors de la même période de l'année précédente (IMSS). Le mois de mai a d'ailleurs battu des records avec près de 34 000 créations de postes (+27% g.a.). Au total, 3,6 millions d'emplois ont été créés depuis le début du mandat d'Enrique Peña Nieto, un résultat conforme aux objectifs du gouvernement d'arriver à la création de 4 millions de postes d'ici à la fin du mandat.

En mai, l'indice national des prix (hors pétrole) pour le producteur a enregistré une hausse de 5,41% (g.a.) et atteint son niveau le plus élevé en 9 mois (Inegi). Les prix des activités secondaires ont connu la plus forte augmentation (+6,65% g.a.), en particulier dans les secteurs miniers (+9,13% g.a.) et de la construction (+7,98% g.a.). Au contraire, les prix dans les secteurs primaire et tertiaire ont connu des hausses plus modérées : respectivement +1,84% g.a. et +3,89% g.a.

En avril, la production industrielle du Mexique a diminué de 0,4% (en série désaisonnalisée) par rapport au mois précédent. Les activités manufacturières et le secteur de la construction ont respectivement enregistré une baisse de

*Taux de change au 06 juin 2018 : 1 USD = 20,63 MXN

2,3% (g.m.) et 0,6% (g.m.). Au contraire, les activités liées à la génération, transmission et distribution d'eau et de gaz ont augmenté de 4,9% (g.m.) et les activités minières de 1,4% (g.m.).

Les revenus générés par le tourisme ont augmenté de 4,9% (g.a) entre janvier et avril 2018, ce qui constitue le résultat le plus faible depuis 2011, et les dépenses moyennes de touristes internationaux ont diminué de 4,7%.

En mai, l'assemblage de voiture au Mexique a augmenté de 3,9% par rapport à mai 2017, soit un total de 352 860 véhicules assemblés, selon l'Association Mexicaine de l'industrie automobile (AMIA). Cette hausse a été impulsée par Audi, Mazda et Toyota, lesquels ont augmenté leurs assemblages automobiles respectivement de 52,1%, 42,5% et 41,9%, ce qui a compensé la baisse d'activité de Nissan et Ford.

La Chine annonce vouloir développer ses relations bilatérales avec le Mexique, en moyen de pression contre les Etats-Unis, selon les autorités chinoises. La Chine souhaite augmenter le nombre d'importation mexicaine et invite le Mexique à profiter du marché intérieur chinois. La Chine est actuellement le second partenaire commercial du Mexique, avec plus de 80 Mds USD d'échanges bilatéraux en 2017, hautement déficitaire pour le Mexique, ayant exporté 6,7 MUSD mais importé 74,2 MUSD. Zhou Chuan Ming, représentant commercial de l'ambassade de Chine au Mexique, a indiqué que durant les cinq premiers mois de 2018, les exportations agricoles depuis le Mexique ont augmenté de 54% (g.a). La Chine, quant à elle, souhaite augmenter ses exportations vers le Mexique de produits manufacturés et de haute technologie.

Finances publiques

Les dépenses destinées au financement des retraites ont augmenté, passant de 2,6% du PIB en 2010 à 3,3% du PIB en 2016. Les estimations prévoient que cette proportion augmentera dans les 20 prochaines années. L'administration des fonds pour la retraite (Afore) va prendre en compte une série de recommandations réalisées par l'OCDE afin de rendre le système de retraite financièrement viable, comme par exemple des formules qui permettent la diminution du montant des cotisations selon certains facteurs. Elle mentionne également que les subventions des régimes de retraite par des ressources fiscales doivent être justifiées et transparentes.

Entreprises et grands contrats

Dans 5 ans, la société ENGIE aura doublé ses investissements au Mexique, allouant plus de 2 000 millions de dollars pour diversifier son portefeuille de production d'énergie renouvelable et de gaz naturel. L'entreprise commence la distribution de gaz naturel dans une nouvelle région, le Bajío. En outre, ENGIE a annoncé un investissement de 50 millions de dollars pour relier le gazoduc Mayakan, qui est exploité dans la péninsule du Yucatan, au Système national intégré de transport et de stockage du gaz naturel (SISTRANGAS) afin de fournir davantage de gaz naturel dans la région.

Selon le classement des entreprises à plus forte valeur financière publié par Brand Finance, PEMEX redevient à nouveau en 2018 la première entreprise mexicaine du classement, devant Claro, Telcel, Corona, et Cemex.

Sur les 4 premiers mois, l'entreprise pétrolière d'Etat, Pemex, a effectué plus de 5 000 dénonciations de pillage de ses carburants, une augmentation de 49% par rapport à la même période de l'année précédente. L'Etat de Puebla a été le plus affecté puisqu'il a enregistré à lui-seul 800 plaintes de vol.

*Taux de change au 06 juin 2018 : 1 USD = 20,63 MXN

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau au 13/06//2018
Bourse (IPC)	+3,46%	-4,62%	46 760,58
Risque pays (EMBI+Mx)	+3,17%	+21,9%	228
Taux de change USD/Peso	+1,58%	+14,2%	20,63
Taux de change Euro/Peso	+1,51%	+19,8%	24,26
Prix du baril de pétrole (USD)	+1,79%	+56,6%	64,17

AMERIQUE CENTRALE

2016 – PIB : 244,7 Mds USD | Pop : 42 M hbts

Costa Rica

2016 – PIB : 57,4 Mds USD | Pop : 4,8 M hbts

L'activité économique du Costa Rica a augmenté de 2,8% (g.a.) en avril 2018, un chiffre légèrement inférieur à la variation enregistrée en avril de l'année précédente (+3% g.a.) (Banque Centrale). Ce résultat s'explique par le ralentissement de la majorité des activités économiques du pays, en particulier dans les domaines de la finance et des assurances, des services aux professionnels, du commerce, de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche qui expliquent à eux-seuls 92,5% de ce ralentissement.

Entre février 2017 et 2018, le taux de croissance du crédit au secteur privé a chuté de 13% à 7% (Banque Centrale). Le taux de croissance des prêts bancaires a ralenti pour les activités de commerce (de 13% à 3%) et de services (de 16% à 7%). De plus, le financement des activités de consommation est passé de 13% à 10% et, dans le cas des prêts au logement, le taux de croissance est passé de 12% à 8%.

Guatemala

2016 – PIB : 68,8 Mds USD | Pop : 16,3 M hbts

En avril, l'activité économique du Guatemala a enregistré une hausse interannuelle de 2,3% (contre 1,7% en avril 2017) (Banque Centrale). Cela est principalement dû aux résultats positifs des activités économiques suivantes : industrie manufacturière, transport, stockage et communication, commerce, intermédiation financière, assurances et services privés.

Plus de 60 MUSD devront être déboursés en reconstruction après l'éruption du Volcan de Fuego. Le gouvernement guatémaltèque débloquera d'abord 34 MUSD pour les interventions d'urgence. Le pays, qui favorise maintenant les aides financières aux dons en nature, a remercié la forte mobilisation internationale face à la catastrophe. L'Institut guatémaltèque du tourisme (Inguat) précise que la situation est maintenant sous contrôle et que le pays est de nouveau prêt à accueillir les touristes. Le secteur touristique serait d'ailleurs un véritable levier pour aider le pays à rebondir après cet évènement.

La chute des investissements nationaux en infrastructure routière affectera la croissance du Guatemala, d'après le Fond Monétaire International (FMI). Le pays compte 16 457 km de route, soit 1 mètre/habitant contre 3,7 mètres/habitant en moyenne dans le reste de l'Amérique Centrale et des Caraïbes. Depuis 2015, l'investissement public en infrastructures routières au Guatemala est passé de 3,1% à 0,6% du PIB, alors que la moyenne en Amérique Latine est de 3,7%. Cette chute s'expliquerait par une diminution de la confiance dans le secteur privé et une restriction des dépenses publiques. Le FMI recommande davantage de transparence sur Guatecompras (site d'Appels d'Offres publics) ainsi qu'une augmentation du recouvrement fiscal (actuellement de l'ordre de 10% du PIB alors que les estimations considèrent qu'il pourrait atteindre 20% du PIB).

*Taux de change au 06 juin 2018 : 1 USD = 20,63 MXN

Latam Hotel Corporation investit plus de 200 MUSD en Amérique centrale pour l'ouverture de quatre hôtels dont deux au Guatemala. Le groupe se compose d'investisseurs guatémaltèques, mexicains, colombiens et nord-américains. Les hôtels de la chaîne bénéficient de la certification Green Globe qui assure leur engagement dans le tourisme durable. Le groupe continuera son développement avec plusieurs projets régionaux dans le tourisme et l'immobilier.

Honduras

2016 – PIB : 21,5 Mds USD | Pop : 8 M hbts

Le Honduras a enregistré une inflation interannuelle de 3,9% et une variation mensuelle de 0,1% en mai 2018 (Banque Centrale). Les secteurs du logement, de l'eau, de l'électricité, de gaz et des autres combustibles, ainsi que du transport, ont le plus participé à l'inflation de ce mois de mai.

Les producteurs de palme africaine du Honduras s'inquiètent des niveaux très bas d'exportation et des éventuelles futures restrictions appliquées par l'Union Européenne. Par ailleurs, de plus en plus d'acheteurs internationaux exigent la certification RSPO (Roundtable on Sustainable Palm Oil promue par l'Union Européenne) qui garantit une production durable. 4 des 14 acteurs industriels sont certifiées « RSPO » et 3 sont en passe de le devenir. Le coût élevé de la certification (1 MUSD pour les grandes entreprises extractrices et 100 000 USD pour les petits producteurs) reste cependant un frein limitant cette orientation chez les acteurs honduriens de la palme africaine.

Nicaragua

2016 – PIB : 13,2 Mds USD | Pop : 6 M hbts

La crise économique au Nicaragua s'intensifie et un appel à la grève national est lancé pour ce jeudi 14 juin. Selon le journal *El Nuevo Diario*, les pertes liées à la crise économique sont estimées à 260 MUSD et plus de 100 000 personnes auraient déjà perdu leur poste. Le secteur touristique est le plus touché avec des hôtels qui fonctionnent à 10% de leur capacité. Les grands hôtels ont licencié des centaines de personnes et 90% des hôtels des villes de Granada et León ont fermé leurs portes. Les transports sont immobilisés à cause de barrages routiers. Environ 6000 camions originaires d'Amérique Latine sont bloqués à l'intérieur du pays. Funides prévoit deux scénarios possibles. Si le pays sort rapidement de la crise, le taux de croissance serait réduit à 1,7%. Si la crise s'éternise le pays pourrait entrer en récession et le taux de croissance descendre à -2%, en comparaison avec 2017. Une grève nationale de plusieurs semaines entraînerait une perte hebdomadaire de 127 MUSD et 1% du PIB.

Le taux d'emplois formels continue de chuter : -4% (g.a.) en avril (Banque Centrale). La majorité des activités économiques du pays ont enregistré des baisses, en particulier les secteurs de l'électricité, du gaz et de l'eau (-9,8% g.a.) et de l'industrie manufacturière (-4,6% g.a.).

Panama

2016 – PIB: 55,19 Mds USD | Pop: 4 M hbts

Les entreprises multinationales JCB, Isuzu Motors et China Railway International Group CO établissent leur siège régional à Panama. De ces sites, ils fourniront des services aux filiales de leurs groupes respectifs dans la région. Le Ministère du Commerce et des Industries (MICI) informe que ces 3 groupes prévoient un investissement initial total de 2,75 MUSD et la création de 100 emplois. En 2016, le pays a atteint un record avec 25 nouvelles entreprises établissant leur siège au Panama (20 en 2017). Enfin, le MICI rapporte que le Panama capte 45% du flux total des nouveaux investissements étrangers en Amérique centrale, ce qui en fait le leader dans la région.

Le Plan de développement urbain des aires métropolitaines du Pacifique et de l'Atlantique coûtera 20 Mds USD jusqu'en 2035. De 2015 à 2020, le Ministère de l'aménagement du territoire estime que l'investissement sera de 8 Mds USD entre 2015 et 2020, de 7 Mds USD entre 2021 et 2025, de 3 Mds USD entre 2026 à 2030 et de 2 Mds USD entre 2031 et 2035. Ce plan de développement vise à contenir l'expansion urbaine, en densifiant modérément les zones desservies par les infrastructures, le transport, les services et en créant plus d'espaces publics soutenus par un système de transport.

A travers la Banque de Chine, le Panama pénétrera le marché des capitaux chinois avec une émission d'obligations pandas jusqu'à 500 MUSD, a annoncé le Président Varela. L'émission sera réalisée au 2nd semestre 2018. Cette opération sur le marché chinois permettra au Panama de profiter des conditions favorables et de diversifier la base de ses investisseurs. De plus, le Panama a déjà une dette en yen à travers des bons samourais arrivant en échéance

*Taux de change au 06 juin 2018 : 1 USD = 20,63 MXN

en 2021. Par ailleurs, la Banque de Chine analyse la possibilité d'étendre ses opérations au Panama, via l'établissement d'un siège régional.

Salvador

2016 – PIB : 26,8 Mds USD | Pop : 6,1 M hbts

L'Ambassade de France au Salvador a inauguré l'installation de panneaux solaires photovoltaïques sur le toit de la Résidence de France. Il s'agit de la première Résidence d'Ambassadeur du continent américain alimentée en électricité verte. Les panneaux, mis en route il y a six semaines, ont déjà produit 1MW. Les installations ont été inaugurées officiellement le mardi 12 juin 2018, en présence notamment de Madame Lina Pohl, Ministre de l'Environnement et des ressources naturelles.

L'Union Douanière Régionale entre le Guatemala, le Honduras et le Salvador pourrait permettre une hausse de la croissance du Salvador jusqu'à +1,2%, d'après la Commission Economique pour l'Amérique Latine (CEPAL). Ces trois pays ont décidé de simplifier leurs flux de marchandise avec pour objectif de dynamiser leurs économies et de rapprocher leur PIB/habitant des chiffres enregistrés au Costa Rica ou encore au Panama (respectivement 11 685 USD/an et 15 089 USD/an contre 4 400/an au Salvador en 2017 d'après le FMI).

Le FMI affirme qu'appliquer un ajustement fiscal à 2,3% du PIB est une priorité pour le Salvador afin de réduire la dette publique. Si le pays parvient à consolider ses finances, cet effort permettrait de passer d'un ratio dette/PIB de 71% en 2017 à 60% en 2024 et à 50% en 2030. Le FMI suggère une augmentation de la TVA à 15% (contre 13 actuellement) afin de générer une croissance supplémentaire du PIB d'1,1% du PIB en 2020, ainsi que différentes mesures de redressement fiscal.

CARAÏBES

2016 – PIB : 134 Mds USD | Pop : 43 M hbts

Barbade

2016 – PIB : 4,6 Mds USD | Pop : 285 000 hbts

Standard & Poor's met la Barbade en défaut sélectif après que le pays ait manqué le paiement d'un coupon. Le gouvernement a suspendu les paiements de sa dette extérieure, cette semaine il a manqué un paiement de l'obligation arrivant à échéance en 2035. L'agence estime que l'île ne paiera pas ses autres dettes extérieures en cours, alors qu'elle négocie un accord de restructuration avec les créanciers extérieurs. Le rendement des obligations arrivant à échéance en 2035 a atteint 16,2% cette semaine, contre 9,4% avant l'annonce.

Le FMI conclut une visite de 3 jours à la Barbade. Des discussions préliminaires ont eu lieu concernant les défis majeurs du gouvernement : faible niveau de réserves internationales (220 MUSD), dette insoutenable et le besoin de développer un plan économique élaboré pour remédier aux déséquilibres et générer une croissance soutenable. Le FMI et le gouvernement entameront des discussions sur le programme de réforme économique de la Barbade, que le Fond devrait soutenir financièrement. Enfin, le gouvernement barbadien a annoncé avoir retenu les services de Cleary Gottlieb Sten & Hamilton, un conseiller juridique externe, dans le cadre de la restructuration prévue de la dette.

La Première ministre remplit ses promesses de campagne et met en place de nouvelles taxes. Le gouvernement supprime une taxe controversée : faire payer aux étudiants leurs frais de scolarité universitaire. Mais elle impose également une série de taxes et d'autres mesures faisant partie du plan de 600 MUSD pour secourir l'économie barbadienne. Des mesures entreront en vigueur le 1^{er} juillet : l'abrogation de l'impôt national de responsabilité sociale de 10% ; une hausse de la pension minimale non contributive de 77,5 à 112,5 USD par semaine ; l'abolition de la taxe de circulation ; et l'introduction d'une taxe sur les carburants. Par ailleurs, les fonctionnaires recevront une augmentation de salaire de 5% du 1^{er} avril 2018 au 31 mars 2019. En revanche, des nouvelles taxes seront introduites : une contribution aux déchets et aux égouts sera versée pour les résidences privées de 0,75 USD par ménage et par jour ; les commerciaux paieront 50% de leur facture d'eau à l'Autorité des services sanitaires et le reste à l'Administration des eaux ; une contribution au service de santé de 2,5% sur le revenu (dont 1,5% payé par les employeurs et 1% par les employés) ; et la TVA sera ajoutée aux transactions en ligne. De plus, il y aura une nouvelle tranche de taux d'imposition de 40% sur les revenus annuels supérieurs à 37 500 USD.

*Taux de change au 06 juin 2018 : 1 USD = 20,63 MXN

Au 1^{er} trimestre 2018, la contraction économique a été de -0,7% (g.a.) (Banque centrale). Ces dernières années, le déficit budgétaire s'est réduit mais demeure important, à près de 4% du PIB en 2017/18. La Première ministre estime que les mesures réduiront le déficit à 91,5 MUSD à la fin de l'année budgétaire, augmentant l'excédent primaire de 4 à 6%. Combiné à un ajustement budgétaire de 100 MUSD, en phase 2 et 3 du plan, la consolidation budgétaire est de 165 MUSD (avant la restructuration de la dette). En prenant en compte les résultats de la restructuration de la dette, le plan devrait réduire la dette à un niveau soutenable d'ici 5 ans.

République Dominicaine

2016 – PIB : 71 Mds USD | Pop : 10,6 M hbts

La République Dominicaine a enregistré une inflation interannuelle de 4,5% et une variation mensuelle de 0,26% en mai 2018. L'inflation de ce mois de mai s'explique principalement par l'augmentation des prix des secteurs du transport et du logement. Ces augmentations ont néanmoins été compensées par la baisse de 0,25% (g.m.) des prix des aliments et des boissons non alcoolisées.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

*Taux de change au 06 juin 2018 : 1 USD = 20,63 MXN